

CITES ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS

DECLARATION DE RABAT IV CONGRES MONDIAL DE CGLU « Imaginer la Société, Construire la Démocratie » Rabat, 4 octobre 2013

Nous, maires et représentants des villes et gouvernements locaux et régionaux du monde, des petites, moyennes et grandes villes, des métropoles et régions, au service des communautés rurales et urbaines, réunis du 1 au 4 octobre 2013 à Rabat, Royaume du Maroc, à l'occasion du 4ème Congrès Mondial de *Cités et Gouvernements Locaux Unis* ;

1. **Saluant** les cent années de fondation de *l'Union Internationale des Villes*, pour sa contribution à la démocratie locale et au renforcement des autorités locales sur le plan mondial, en particulier par son rôle décisif aux côtés de *la Fédération Mondiale des Cités Unies* et en collaboration avec *Metropolis* dans la fondation de CGLU en 2004 ;
2. **Réaffirmant** que les valeurs fondatrices de paix, de dialogue, de compréhension entre les peuples et de coopération entre collectivités locales sont toujours plus d'actualité ;
3. **Préoccupés** par les crises, les conflits armés et les catastrophes naturelles qui affectent de nombreuses régions du monde et par les menaces sur la planète et sa population dues aux effets du changement climatique, à l'insécurité alimentaire, au manque de logement, à la pauvreté, l'oppression culturelle et à l'exclusion sociale qui entravent notre capacité d'imaginer le futur et la construction de la démocratie ;
4. **Reconnaissant** que la diversité dans ses multiples dimensions est un atout pour nos sociétés et source d'innovation ;
5. **Constatant** que la crise mondiale continue à peser sur nos sociétés de manière inégale et que, bien que n'étant pas à l'origine de cette crise, les collectivités locales dans beaucoup de régions, notamment en Europe, subissent de plein fouet les effets de l'austérité qui affectent directement l'accès des plus démunis aux services de base, à l'emploi et au logement, les entraînant dans la spirale de l'exclusion et de la pauvreté ;
6. **Reconnaissant** le besoin de conjuguer les efforts avec tous les réseaux d'autorités locales et les autres partenaires l'ensemble des partenaires et notamment avec les Nations Unies et les organisations de la société civile pour promouvoir la paix dans le monde et définir un agenda international qui permettra de surmonter la situation vulnérable qui empêche la moitié de l'humanité de bénéficier de conditions de vie dignes ;
7. **Considérant** que le Mouvement Municipal International de la Coopération et Coopération Décentralisée, les partenariats, les jumelages, la diplomatie internationale des gouvernements locaux et l'assistance mutuelle à travers le renforcement des programmes des capacités et les initiatives de solidarité municipale sont une contribution vitale à la construction d'un monde en paix, développé et durable ;

8. **Affirmant** le rôle politique incontournable des autorités locales comme promoteurs efficaces de la paix et du dialogue entre les peuples et le bien-vivre ensemble

Lançons un appel pour un monde pacifique.

9. **Constatant avec satisfaction** que les révolutions démocratiques déjà soulignées lors de la Déclaration du Congrès de Jeju en 2007 continuent à s'étendre dans toutes les régions du globe, conscients que l'espace local est le lieu de construction de ces démocraties et que les formes de participation citoyenne se multiplient et se diversifient en particulier pour la prise de décision ;
10. **Conscients** que le monde a été témoin de grands bouleversements depuis le Congrès de Mexico de 2010. Ces changements sont porteurs d'inquiétude dans certaines régions du monde avec l'apparition de situations de crise politique, sociale, économique et humanitaire. Ces changements sont aussi porteurs d'espoir avec la prise de conscience des populations pour la défense de leurs droits à la démocratie et à la justice ;
11. **Prenant note** que la jeunesse, partout dans le monde, réclame sa place légitime dans des sociétés de démocratie et de justice sociale ;
12. **Convaincus** que la démocratie se construit désormais au niveau local et qu'il faut transformer à l'avenir les modèles centralisés que nous connaissons. Le niveau local, de par sa qualité première de relation de proximité, est celui où on peut le mieux renouveler le contrat social entre les communautés et les autorités publiques car il est le niveau le mieux placé pour identifier les besoins des citoyens. Les Etats apparaissent de plus en plus éloignés des besoins quotidiens des citoyens et impuissants face à la complexité d'un environnement économique et financier mondial sans cesse et désordonné.
13. **Encouragés** par l'expérience des Objectifs Millénaire du Développement qui ont prouvé que des progrès importants ont été réalisés dans les endroits où les autorités locales et régionales ont été impliquées dans leur mise en œuvre. Il est largement démontré que dans les cas où le principe de subsidiarité n'a pas été appliqué, les résultats se sont avérés satisfaisants.
14. **Convaincus**, comme le montre le *Troisième Rapport Mondial sur la Décentralisation et la Démocratie Locale*, GOLD III, qu'investir dans les services de base doit être une priorité pour réduire les inégalités et contribuer au développement.

Appelons à des sociétés inclusives, participatives et justes.

15. **Engagés** à jouer notre rôle en tant que partenaires pour sortir de la crise actuelle, pour innover, revitaliser l'économie et l'emploi, pour répondre à la demande croissante de services essentiels pour tous.
16. **Reconnaissant** le double moment historique pour CGLU et ses membres avec : d'une part le bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement et d'autre part, à court terme, la III^e Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, « Habitat III », qui se tiendra en 2016 et marquera une nouvelle phase de développement et de coopération dans laquelle les villes et régions doivent jouer un rôle décisif.

17. **Soulignant** les engagements pris lors des Congrès mondiaux précédents, au cours desquels les Villes et les Régions se sont affirmées comme acteurs indispensables et indissociables pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire et jouissant de la reconnaissance croissante de notre Organisation Mondiale au sein des Nations Unies, y compris à travers la participation du Président de CGLU dans le cadre du Panel de Haut Niveau pour l'après 2015.
18. **Conscients** que, malgré d'importantes avancées, plusieurs Objectifs de Développement du Millénaire (OMD) ne seront pas atteints, comme l'assainissement, et que certaines régions, comme l'Afrique Sub-saharienne ou l'Asie du Sud, accumulent des retards inquiétants, tandis que les inégalités, sociales et territoriales, dans le monde se sont approfondies et urbanisées.
19. **Convaincus** que la participation des femmes dans la décision locale renforce fortement les bases démocratiques de nos sociétés et qu'elle sera déterminante pour réduire les inégalités et construire des sociétés plus justes et durables, l'autonomisation, les connaissances et moyens légaux et financiers des femmes renforcent leur pleine participation dans la société.
20. **Conscients** qu'au cours des 20-30 prochaines années l'essentiel de la croissance démographique se fera dans les villes, lesquelles devront accueillir un milliard et demi de nouveaux citadins et notamment dans les périphéries populaires en première ligne face aux défis de l'urbanisation.

Appelons à une vie digne pour tous.

21. **Prenant bonne note** des progrès dans la reconnaissance de la place des autorités locales dans les politiques internationales comme par exemple les résultats de la Conférence des Parties sur le changement climatique à Cancun, la Déclaration de Rio +20, les travaux du Panel de Haut Niveau pour le Secrétaire Général des Nations Unies, ou la communication de la Communauté Européenne sur les autorités locales qui demandent « d'accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires ». Malgré ces avancées indéniables, la réforme des institutions internationales qui donnerait aux villes et aux régions la place qu'elles méritent tarde à se concrétiser.

Appelons à un véritable partenariat mondial.

Par cette Déclaration nous, autorités locales, régionales et nos associations, nous engageons à :

- I. **Continuer notre mobilisation pour maintenir vivantes les valeurs qui nous unissent.**
22. Dans le contexte international de crise et de conflits, mais aussi d'avancées démocratiques, nous souhaitons de manière prioritaire mettre la paix et le développement au centre de notre action, contribuer au renouvellement de la démocratie à partir du niveau local et associer la jeunesse au développement de ses villes et territoires.

II. Agir de manière déterminée pour avancer vers la formulation de l'Agenda des Villes et des Régions du XXI^e siècle.

23. En décembre 2012, au cours du VI^e Sommet Africités, tenu à Dakar, les villes et les régions présentes au Conseil Mondial de CGLU, prenaient date de la nécessité de formuler un Agenda des Villes et des Régions du XXI^e siècle qui puisse refléter les valeurs communes qui soudent les membres de CGLU et les partenaires vers Habitat III. Ils ont également reconnu le besoin de préciser la stratégie internationale des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre de l'Agenda du Développement et enfin assurer la promotion concrète de solutions locales et adaptées aux défis de notre ère.

III. Devenir un partenaire reconnu du système des Nations Unies.

24. Nous sollicitons l'entière participation des gouvernements locaux dans tous les processus de prise de décision au niveau international et appelons à une architecture de gouvernance mondiale plus inclusive et solidaire qui y associe les acteurs non-étatiques.
25. Nous demandons aux institutions internationales de considérer les autorités locales et régionales comme une instance de gouvernement et un partenaire à part entière. Nous demandons aux Nations Unies d'accorder à notre Organisation le statut d'observateur au sein de l'Assemblée Générale pour accroître notre contribution aux politiques de l'ensemble du système des Nations unies. Nous encourageons ECOSOC à poursuivre son processus de réforme inclusive qui permet, aux Major Groups et aux gouvernements infranationaux, en particulier, de jouer un rôle à part entière.
26. Nous proposons que la *Troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable « Habitat III »* en 2016 soit un processus inclusif impliquant toutes les parties prenantes et s'appuyant sur les recommandations de la II^e Assemblée des villes et autorités régionales.
27. Nous nous engageons à contribuer activement au processus de préparation de la Conférence Habitat III, garantissant la consultation des membres issus des villes et régions conduites par les organisations d'autorités locales et régionales regroupées au sein de la *Task Force internationale des autorités locales et régionales pour l'après-2015 et vers Habitat III*, incluant la négociation internationale sur le climat.

IV. Bâtir un seul Agenda Mondial de Développement Durable Post-2015.

28. Nous appelons à un seul Agenda Mondial de Développement Durable Post-2015, regroupant les objectifs d'élimination de la pauvreté extrême, contribuant au bien-être et au développement durable.
29. Nous considérons que réduire les inégalités, favoriser la cohésion entre territoires, promouvoir la gouvernance par la démocratie locale sont des éléments clés de cet agenda. Le droit à la ville, l'inclusion, l'égalité, l'accès aux services essentiels, à un travail et logement décents, à la culture, le respect de l'environnement doivent être des ingrédients indispensables pour un futur durable pour tous.
30. En outre, le nouvel agenda devra inclure des objectifs spécifiques pour un Développement Urbain Durable. Toutefois, nous affirmons que pour élever ses

chances de succès, l'Agenda de Développement Post-2015 doit encore avancer dans la territorialisation de ses Objectifs, cibles et indicateurs, et attribuer les moyens nécessaires pour assurer leur mise en œuvre.

31. Nous, autorités locales et régionales du monde entier, signons cette déclaration et réaffirmons nos ambitions concernant le travail que notre mouvement devra promouvoir pour les 100 prochaines années et qui commence dès maintenant, dans les rues de nos villes et villages.

Fait à Rabat, le 4 octobre 2013